

Parmi les autres changements en vue, citons : engager moins de fonds publics dans le nord du pays et davantage dans les régions plus défavorisées et moins irriguées du sud; mettre moins l'accent sur les projets de grande envergure et insister davantage sur les projets à petite échelle de construction d'infrastructures hydrauliques et de routes, financés conjointement par les utilisateurs, et visant à accroître rapidement la productivité; promouvoir une utilisation rentable des ressources par le biais des programmes subventionnés par la Banque mondiale (celle-ci a accordé des crédits de 400 millions de dollars au Secrétariat de l'agriculture et des ressources hydrauliques pour la réalisation de projets de développement rural, d'irrigation agricole et de drainage); s'efforcer d'atténuer les disparités entre les producteurs agricoles en les regroupant et en accordant une aide gouvernementale au tiers moyen des producteurs les plus susceptibles de prendre de l'expansion; et finalement, envisager très sérieusement la création de coentreprises entre des "ejidos" non transférables et des producteurs et investisseurs privés afin de stimuler le flux de capitaux vers les zones offrant un bon potentiel de productivité. Certaines sources prétendent qu'un marché à terme sur les produits agricoles (avec options) est prévu, dont les cours seraient fonction de ceux de la Bourse de Chicago.

Plusieurs mesures ont été prises pour attirer davantage d'investisseurs dans le secteur agricole. On a haussé les prix garantis pour la plupart des produits de base, en les amenant à 20 p. 100 des prix mondiaux, comparativement à 70 p. 100 au début des années 1980. En fin de compte, il suffit que la politique de prix garantis s'applique seulement à quatre produits de base, soit le maïs, le riz, le blé et les haricots, pour renforcer les prix d'offre et de distribution découlant du marché. Étant donné la tendance générale à délaisser les politiques de remplacement des importations au profit de celles qui favorisent les exportations, la discrimination contre l'agriculture et en faveur de la fabrication s'atténuera, et les investisseurs découvriront de nouvelles avenues très prometteuses à explorer dans le secteur agricole. L'organisme gouvernemental responsable de l'importation et de la distribution des produits de base, Conasupo, prévoit continuer à céder sa part de marché au secteur privé et restreindre graduellement son rôle à l'achat des produits des producteurs les plus isolés pour les revendre à des prix subventionnés aux consommateurs réellement dans le besoin. Finalement, le